

La première révolution russe : 1905

Première partie : le déroulement de la révolution

1905 est une date essentielle dans l'histoire du mouvement ouvrier. Le prolétariat russe se soulève alors, s'organise comme classe dans la grève générale et se dote d'une structure politique indépendante et révolutionnaire : le Soviet (ou conseil) des députés ouvriers. Outre les bases sociales et politiques de la Russie à cette époque, c'est d'abord le déroulement même des événements révolutionnaires qui seront examinés ici (1). Une seconde partie, dans le prochain numéro du Cri des travailleurs, sera l'occasion de revenir sur les analyses et les positions politiques que Trotsky formula à l'occasion de 1905, en particulier la théorie de la révolution permanente.

Arriération économique de la Russie, mais développement d'une puissante classe ouvrière

La situation sociale et économique de la Russie à la veille de 1905 est marquée tout aussi bien par des traits d'arriération, en particulier dans les campagnes, que par une vigoureuse industrialisation, financée à coups d'emprunts de capitaux européens et favorisant la constitution d'une classe ouvrière puissante. Le régime autocrate du tsar ponctionne l'essentiel des richesses du pays pour son propre fonctionnement (armée, police...). Les emprunts extérieurs très importants expliquent eux aussi une augmentation démesurée des impôts indirects, les intérêts de la dette absorbant à eux seuls un tiers des revenus du Trésor, retardant le développement des forces productives. Le processus très lent de la différenciation des classes en a été freiné d'autant. On n'assiste pas en Russie à une accumulation du superflu, et donc pas non plus à l'extension de la division du travail. En particulier, la coupure entre l'agriculture et l'artisanat est faible, à la différence des pays d'Europe occidentale. Mais la deuxième moitié du XIXe siècle a vu le développement des ports et des chemins de fer, l'europanisation progressive des techniques industrielles et une prolétarianisation d'une partie des moujiks. Ainsi l'industrie russe, très centralisée, n'a-t-elle pas connu les étapes du petit métier et de la manufacture, et n'a donc pas permis la formation d'un terreau social susceptible de forger une démocratie bourgeoise. L'intelligentsia, totalement dépendante de l'État, se montre incapable de présenter une quelconque opposition politique. Quant aux artisans, ils forment « *une classe obscure, affamée, aigrie* » (Trotsky).

La population de la Russie est alors à majorité paysanne écrasante (80 %). En 1861 est intervenue l'abolition du servage : les paysans ont dû alors racheter les terres et leur affranchissement. Un profond archaïsme économique et technique règne dans les campagnes ; les famines régulières sont dues notamment à l'absence de méthodes de culture rationnelles. Les propriétaires prélèvent d'importantes rentes usuraires, qui plongent la paysannerie dans la misère.

L'influence du prolétariat est déterminée par son rôle dans l'économie moderne. Il y a en Russie à cette époque 3 millions d'ouvriers dans l'industrie, qui produisent par leur travail la moitié du revenu annuel du pays. Ce prolétariat se trouve d'emblée face à un pouvoir d'État extrêmement centralisé et face à des forces capitalistes tout aussi concentrées. La lutte à engager sera sans merci.

Les tâches de la révolution russe sont d'abord « bourgeoises », au sens où elle doit affranchir la Russie du tsarisme, de l'absolutisme et du féodalisme. Mais la principale force sociale engagée dans cette révolution est la classe ouvrière, et c'est en ce sens que l'on peut aussi parler, avec Trotsky, de révolution prolétarienne. La bourgeoisie n'y tient pas le premier rôle, à la différence de ce qui a caractérisé la Révolution française, révolution qui consacra le plein rôle de la bourgeoisie dans sa lutte pour la prise du pouvoir. En 1848 en France, la bourgeoisie n'occupa déjà plus une telle place, et s'associa avec les forces de la réaction, craignant d'être débordée par le prolétariat en voie de constitution comme classe. « *La révolution pouvait être faite non par elle, mais contre elle* », écrit

Trotsky. Mais le prolétariat était encore trop faible, manquait d'expérience et d'organisation, pour prendre seul la tête de la révolution et la mener jusqu'à la victoire. « *L'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie s'était trop affirmé pour que celle-ci pût sans crainte assurer le rôle d'un dirigeant national ; mais cet antagonisme n'était pas encore assez fort pour permettre au prolétariat de se charger de ce rôle.* » (2) En Russie, il en va différemment : le prolétariat est en train de se constituer comme classe, de se forger son expérience de la lutte, de construire ses organisations. C'est lui qui va affronter l'autocratie.

La lutte pour imposer un régime constitutionnel — revendication du parti bourgeois des « Cadets » — n'a pas d'abord émané du prolétariat. Elle a été le fait des étudiants radicalisés et de certains intellectuels combattifs. Cette lutte a connu un premier apogée en 1904, mais les étudiants ont été livrés à eux-mêmes et leurs mobilisations réprimées. L'« oukase » (décret) impérial de décembre 1904 interdit toutes réunions à caractère anti-gouvernemental. À partir de cette date, les réunions, les congrès sont de fait dispersés par la force, la presse subit une censure violente, les manifestations sont pourchassées avec une brutalité impitoyable. Dans la classe moyenne, cet oukase détruit les illusions politiques qu'elle pouvait encore avoir à l'égard du tsarisme et fait naître une haine de l'absolutisme jusque là inconnue. Les mots d'ordre révolutionnaires deviennent alors acceptables.

Le « Dimanche rouge » et ses suites

Aux premiers jours de 1905, les ouvriers de Pétersbourg lancent une pétition décrivant les conditions de vie et de travail, toutes les humiliations, les persécutions, les injures que subit le peuple. « *Elle énumérait tout : depuis les courants d'air qui traversaient les fabriques jusqu'à la servitude du pays* ». Les revendications de cette pétition, formidable cahier de doléances, sont à la fois économiques et politiques : la pétition réclame des salaires décents, la journée de huit heures et l'abandon progressif de la terre au peuple, l'amnistie, les libertés publiques et la séparation de l'Église et de l'État, et surtout la convocation d'une Assemblée constituante, élue au suffrage universel non censitaire.

C'est autour de ces revendications que la mobilisation de janvier 1905 va s'articuler. Le 3 janvier, une grève éclate à l'usine Poutilov de Pétersbourg. Quatre jours plus tard, les grévistes sont au nombre de 140 000. Une grande manifestation est prévue pour le dimanche 9 janvier. Parmi les manifestants se trouvent plusieurs milliers d'ouvriers conscients organisés dans les partis sociaux-démocrates. Mais l'armée tire sur les manifestants pacifiques ; les morts se comptent par centaines, les blessés par milliers.

Après ce massacre du « Dimanche rouge », un flot de grèves parcourt tout le pays, pendant plusieurs semaines : 122 villes sont touchées par cette mobilisation ouvrière, souvent spontanée, animée par un mouvement de solidarité avec les victimes de Pétersbourg.

Outre les grèves, la mobilisation prend aussi la forme d'assembles populaires, qui trouvent asiles dans les universités. « *Les ouvriers allaient tout droit à l'université en sortant de l'usine. La foule qui sortait de l'université ne ressemblait plus à celle qui y était entrée.* » Le mouvement de grève connaît des flux et des reflux mais il ne cesse jamais vraiment pendant la période qui court de janvier à octobre 1905. Ainsi en septembre, la grève qui part des compositeurs de l'imprimerie Sytine à Moscou — avec pour revendications la diminution des heures de travail et l'augmentation des salaires — s'étend-elle dans d'autres branches industrielles. Le 2 octobre, les ouvriers des imprimeries de Pétersbourg se mettent à leur tour en grève par solidarité avec leurs camarades de Moscou.

La grève générale d'octobre

La grève reprend avec plus de force encore en ce début du mois d'octobre. Tout commence vraiment alors par une grève des chemins de fer, qui se déploie peu à peu dans d'autres secteurs. La grève se développe et se coordonne avec beaucoup d'efficacité, grâce aux moyens qui d'ordinaire favorisent

l'État centralisé, mais qui en l'occurrence permettent de décentraliser la grève et de l'étendre à tous les centres industriels : le chemin de fer et le télégraphe. Trotsky décrit la grève comme une puissance en marche, forte de sa vigoureuse organisation à l'échelle du pays : « *[La grève] ouvre une imprimerie quand elle a besoin de publier le bulletins de la révolution, elle se sert du télégraphe pour envoyer ses instructions, elle laisse passer les trains qui conduisent les délégués des grévistes. Pour tout le reste, elle ne fait aucune exception : elle ferme les usines, les pharmacies, les boutiques, les tribunaux.* » Et de fait, la grève du prolétariat (et à sa tête les ouvriers de la métallurgie et de l'imprimerie) s'accompagne de celle d'autres secteurs et d'autres catégories sociales : médecins, avocats, intellectuels... Si les « Cadets » (les « constitutionnels démocrates », la bourgeoisie libérale) n'osent pas se montrer dans les réunions populaires, l'aile gauche des intellectuels soutient la grève prolétarienne avec des secours financiers considérables. La bourgeoisie capitaliste espère pour sa part une réforme politique qui permettra un essor de l'industrie. Les entrepreneurs ne répriment donc pas la grève, en octobre du moins ; ainsi ne recourent-ils presque pas au lock-out. La bourgeoisie compte sur le prolétariat pour mener une révolution bourgeoise à sa place. Pour illustration de cette attitude, les propriétaires des usines métallurgiques du secteur de Moscou décident de refuser les services des cosaques. Surtout, les employeurs continuent de verser leurs salaires aux ouvriers pendant la grève. « *S'attendant à un épanouissement de l'industrie sous "le régime de la légalité", ils inscrivent sans discuter cette dépense sous la rubrique des frais extraordinaires de production* »...

De très importants meetings se tiennent, et des barricades se dressent dans certaines villes. « *Des véhicules, des rails, des poteaux, une multitude de menus objets, tout ce que la révolution, suivant l'expression de Victor Hugo, peut jeter à la tête de l'Ancien Régime, sert à la construction* ». L'imprimerie joue un rôle fondamental dans cette lutte. Les syndicats des ouvriers de la presse mènent le combat contre la censure, pour la liberté de la presse, et un grand nombre d'ouvriers impriment des écrits illégaux. Les *Izvestia* du Soviet sont distribuées à tous les carrefours. À Pétersbourg, de la sorte, la censure est abolie de fait. En province, elle recule fortement, grâce aux journaux en provenance de la capitale, sur lesquels la populations se précipite dès leur arrivée par convois.

Dans les campagnes aussi, la révolution s'étend. Là, des paysans assurent leur mainmise sur les terres ; ailleurs, d'autres s'emparent des récoltes ; des ouvriers agricoles organisent la grève et le boycottage ; en de nombreux endroits, les paysans refusent de fournir des recrues à l'armée, de payer les impôts et les dettes. Plus de 2 000 manoirs sont détruits. L'influence des socialistes révolutionnaires (S.-R.) et des sociaux démocrates a été décisive ici. En Lituanie, la classe paysanne chasse les gendarmes, les greffiers et les maîtres d'école à la botte du pouvoir tsariste, et se dote de ses juges par voie d'élection. Ses délégués sont présents au Congrès de Vilnius qui compte deux mille représentants du peuple.

La constitution du Soviet des députés ouvriers

Le prolétariat éprouve de fait la nécessité de s'organiser en créant sa structure politique propre : ce sera le Soviet des députés, siégeant à Pétersbourg. Dans tous les foyers industriels en grève, la démocratie se met en place ainsi à partir d'octobre 1905, à l'échelle du pays tout entier, et sous une forme inédite, sur la base d'un délégué au Soviet pour 500 ouvriers (ce principe n'étant d'ailleurs pas toujours strictement appliqué : certains délégués représentent 100 ou 200 ouvriers) ; les petites entreprises industrielles s'unissent pour former des groupes d'électeurs suffisamment importants pour être représentés par un délégué au Soviet.

Face à la mobilisation du peuple, où domine de manière éclatante le prolétariat, le pouvoir cède partiellement. Le 18 octobre, le tsar signe le manifeste de la Constitution. C'est donc formellement l'instauration d'un régime constitutionnel. Mais cette Constitution omet toutes les libertés, se garde bien de donner à la Douma le droit de légiférer et refuse l'extension du droit électoral.

Le Soviet des députés ouvriers porte alors à la Douma des revendications précises : réglementer l'approvisionnement des masses ouvrières, ouvrir des locaux pour des réunions, suspendre toute

attribution de provisions à la police et à la gendarmerie. Il demande ainsi à l'assemblée bourgeoise d'aider le peuple à vaincre l'absolutisme dans son propre intérêt de classe. Mais la Douma refuse : la bourgeoisie se montre plus que timorée devant la révolution que le peuple mène pour débarrasser la Russie de l'autocratie.

La grève générale n'aboutit pas à une prise de pouvoir ; elle en est la condition nécessaire, mais non suffisante. Ces journées d'octobre constituent avant tout, analyse Trotsky, une grève politique, « une grande manœuvre pour la révolution, une revue simultanée de toutes les forces », et non une véritable insurrection. Et tandis que rien n'a vraiment changé au sommet de l'État (l'armée reste entre les mêmes mains, les administrateurs conservent leurs postes — « l'absolutisme, insiste Trotsky, en tant que fait matériel, subsistait intégralement »), tandis que le tsar accorde d'une main une Constitution, de l'autre, il lance les soldats à l'assaut de l'Institut technologique où siège le Soviet des députés ouvriers. Tandis que la foule brandit des drapeaux rouges, la soldatesque tire ; la fusillade contre le Soviet montre que la « Constitution » n'est qu'un chiffon de papier. Dès la fin du mois d'octobre, donc, cette sanguinaire répression pose une question essentielle : de quel côté se trouve l'armée ? De sa position doit dépendre en effet le sort de la révolution. Pour cela, il faut mettre les masses mobilisées et l'armée face à face ; la grève générale en est l'occasion, violente mais indispensable. Le prolétariat en lutte apprend alors qu'il lui faut, pour être victorieux, s'assurer de trois conditions : organiser les campagnes et établir une liaison entre elles et les villes ; s'attacher étroitement l'armée ; prendre les armes.

Le Soviet décide que la grève générale doit continuer, malgré la répression, contre la répression. Et le prolétariat met en application la décision de ses délégués : la grève se poursuit partout. « *Pas de fumée aux cheminées des usines ; elles sont comme les témoins muets du scepticisme des quartiers ouvriers où l'illusion constitutionnelle n'a pas pénétré* ». Mais la répression est monstrueuse, d'une barbarie inouïe. L'ancien régime recrute son *lumpenproletariat* « dans tous les recoins, dans tous les taudis, dans toutes les tanières » : bandits de grand chemin, repris de justice, souteneurs, moujiks affamés arrivés dans les villes, petits boutiquiers aigris, mouchards, va-nu-pieds. Ces troupes des bas-fonds se lancent dans de véritables pogroms, à côté desquels « *les horreurs de la Saint-Barthélémy ne semblent qu'un innocent effet théâtral* » : quatre mille personnes — hommes, femmes, enfants, vieillards — sont massacrés dans les villes et les campagnes de Russie, dix mille autres mutilés. Contre ces bandits, les ouvriers parviennent à organiser des compagnies armées ; à Pétersbourg par exemple, une milice ouvrière avec des services de nuit réguliers se met en place. Mais lorsque le Soviet constate que la poursuite de la grève sera difficile, il invite à reprendre le travail le même jour à la même heure, ce qui est fait. C'est là une indication de la force du Soviet, de la confiance que lui porte la population qui en a élu les délégués mandatés et révocables.

La grève d'octobre laisse des traces immédiates. En reprenant le travail, beaucoup d'ouvriers, dans quelques grandes usines, imposent dans les faits l'application de la journée de huit heures. Les huit heures, c'est « le programme entre tous les programmes », comme dit Trotsky, « le vœu entre tous les vœux ». La réduction de la journée de travail (qui allait parfois jusqu'à douze ou quatorze heures) est le seul moyen pour les ouvriers de se réunir à la sortie de l'usine, de s'organiser politiquement après le travail. C'est donc une exigence essentielle de la démocratie politique. Mais devant cette atteinte à leur propriété privée, les patrons, cette fois, réagissent. C'est d'ailleurs l'État qui commence par fermer les grandes entreprises qu'il contrôle, puis viennent les fermetures des établissements privés. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés à la rue. Les réunions ouvrières sont de plus en plus souvent dispersées par la police. Le Soviet convie à battre en retraite, la lutte essentielle se concentrant désormais dans la réouverture des usines. Mais la marque de cette bataille est profonde dans le prolétariat ; la revendication des huit heures est à présent ancrée même chez les ouvriers les moins conscients et les moins politisés.

Faire le lien avec les soldats

La grève reprend en novembre. Elle a pour origine la mutinerie militaire qui a lieu à Cronstadt les 26 et 27 octobre et qui est écrasée par le régime, lequel proclame l'état de siège et destine les mutins à la cour martiale. De vastes meetings de protestation se tiennent à Saint-Petersbourg. Ainsi, alors qu'une grève mobilisant toutes les énergies vient à peine de s'achever, une autre recommence, chez les ouvriers de la capitale. Mais cette fois, la grève permet de faire le lien entre le prolétariat et l'armée. On assiste à une série de meetings dans les casernes de Pétersbourg. Aux séances du Soviet se présentent désormais des soldats ouvriers et même des délégués de la troupe. Le Soviet adresse pour sa part un manifeste aux soldats, qui proclame : « *Vos peines sont nos peines, vos besoins sont nos besoins.* »

Une révolte militaire explose à Sébastopol. Les ouvriers se rendent aux réunions de soldats quand ceux-ci ne sont pas autorisés à aller dans les meetings ouvriers. La révolte s'étend de façon régulière dans les casernes. Le cuirassé Potemkine résiste jusqu'au bout en faisant flotter le drapeau rouge jusqu'à épuisement des cartouches. Les matelots — et parmi eux, d'abord, les techniciens, les machinistes —, soldats qualifiés, sachant lire et écrire, se sont ainsi montrés aux avant-postes révolutionnaires. L'infanterie quant à elle, composée essentiellement de paysans, s'est révélée beaucoup plus instable ; c'est elle qui tire sur le prolétariat.

Car, en décembre, la contre-révolution marche à grands pas. Les 560 députés du Soviet sont arrêtés. En réaction, on assiste à une très puissante grève, à Moscou principalement ; la foule désarme les officiers venus de Mandchourie. Les compagnies ouvrières sont actives face à la troupe ; des cosaques tournent les talons devant les manifestations ouvrières. « *On n'inquiète pas les soldats, on évite de les mécontenter* ». Devant les usines, les ouvriers font de la propagande auprès des soldats. Mais, lors du troisième jour de grève, l'affrontement se fait sanglant, l'armée tire, elle n'a pas basculé. Les dragons tirent sur des passants isolés, sur les badauds qui lisent les affiches, massacrent la population. Il y a mille morts et autant de blessés. Malgré une résistance acharnée des groupes ouvriers armés à Moscou — soit environ 800 hommes dans les compagnies formées par les partis social-démocrates et S.-R. (socialistes-révolutionnaires), 500 cheminots pourvus d'armes à feu et environ 400 ouvriers typographes, auxquels il faut ajouter le soutien de toute la population qui dresse des barricades, comme dans un grand nombre d'autres villes —, la contre-révolution triomphe.

Au total, entre janvier 1905 et avril 1906, le gouvernement du tsar a fait massacrer plus de 15 000 personnes, d'après les estimations effectuées à l'époque. Plus de 20 000 furent blessées, 70 000 furent arrêtées, déportées, incarcérées. Parmi elles, en tant que membre du Soviet des députés de Pétersbourg, Trotsky, dont on étudiera au prochain numéro les analyses, proposées en particulier dans le texte intitulé « *Bilan et perspectives* ».

1) En suivant Trotsky, *1905*, [éd. fr.] Paris, Éditions de Minuit, 1969, 476 p.

2) Sauf indication contraire, les citations sont de Trotsky, *op. cit.*

Deuxième partie : le prolétariat, avant-garde de la révolution. La théorie de la « révolution permanente »

Nous avons vu dans la partie précédente comment est né et s'est développé le processus révolutionnaire de 1905 en Russie. Nous avons étudié notamment comment la grève générale, extrêmement bien relayée et coordonnée, utilisant les moyens de l'État centralisé lui-même — le chemin de fer et le télégraphe —, a permis au prolétariat de disposer de la production, secouant l'autocratie jusque dans ses fondements. Nous allons revenir ici sur les analyses et les positions politiques que Léon Trotsky présente dans son texte « Bilan et perspectives », qui contient notamment la première formulation de ce que l'on appelle la « théorie de la révolution permanente » (1).

La force du prolétariat organisé

La puissance et la vigueur du mouvement révolutionnaire de 1905 ont montré la force du prolétariat organisé comme classe. D'emblée, c'est lui qui s'est trouvé à la tête du mouvement révolutionnaire. Certes, la propriété des moyens de production est restée entre les mains des capitalistes, et le pouvoir gouvernemental entre celles des bureaucrates tsaristes. Mais le Soviet de Petrograd a disposé de fait des ressources nationales de la production et des moyens de communication.

La principale méthode de lutte appliquée par le Soviet a été la grève générale politique. Son efficacité révolutionnaire est venue de sa capacité à désorganiser le pouvoir. La classe ouvrière a pu ainsi créer l'anarchie au niveau de l'autorité tsariste, sans jamais devenir elle-même la victime de cette anarchie : au contraire, elle est demeurée tout au long de cette année révolutionnaire une force rigoureusement organisée, par les réunions politiques permanentes et le fonctionnement du Soviet des députés ouvriers. C'est pourquoi Trotsky se prononce tout à la fois contre les méthodes des blanquistes, partisans d'organisations conspiratives coupées des masses, et contre les anarchistes, qui croient en une explosion spontanée et élémentaire, sans qu'un but en soit précisément fixé. Au contraire, les sociaux-démocrates (c'est-à-dire, dans le langage de l'époque, les marxistes) ont pour objectif la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente du prolétariat comme classe révolutionnaire organisée.

La profondeur du mouvement révolutionnaire qu'a connu la Russie en 1905 s'explique d'abord par le puissant développement du prolétariat russe. L'importance de celui-ci, souligne Trotsky, dépend entièrement du rôle qu'il joue dans la production à grande échelle. Or, les trois millions d'ouvriers que compte alors la Russie produisent par leur travail la moitié des revenus annuels du pays. Les moyens de production appartiennent certes à la bourgeoisie, mais le prolétariat est le seul à pouvoir les mettre en mouvement : « *de là résulte sa puissance sociale* ». Les ouvriers en lutte ont la force de suspendre, par la grève, le fonctionnement de l'économie ; par conséquent, « *l'importance du prolétariat croît en proportion de l'importance des forces productives qu'il met en mouvement* » (2).

L'état de développement des forces productives est donc fondamental quant à la possibilité, pour un mouvement révolutionnaire prolétarien, d'être victorieux. Il n'en est cependant pas l'unique facteur. Trotsky écrit : « *Le jour et l'heure où le pouvoir passera entre les mains de la classe ouvrière dépendent directement, non du développement des forces productives, mais des rapports dans la lutte des classes, de la situation internationale, et, enfin, d'un certain nombre de facteurs subjectifs : les traditions, l'initiative et la combativité des ouvriers (...). Bien que les forces productives des États-Unis soient dix fois supérieures à celles de la Russie, il n'en reste pas moins vrai que le rôle politique du prolétariat russe, son influence sur la politique de son pays et la possibilité pour lui d'influer sur la politique mondiale dans un avenir proche sont incomparablement plus grands.* » (3) La prémisse « technico-productive » (le développement du capitalisme et des forces productives) est donc essentielle à la révolution socialiste : les grandes entreprises doivent surclasser les petites afin que soit

permise et efficace économiquement la socialisation de la production. Mais elle se complète par une prémisses socio-économique : il faut qu'existe une force sociale qui ait intérêt, du fait de sa situation objective, à réaliser le socialisme, qui s'organise comme classe et qui soit assez puissante pour pouvoir l'emporter : « *Cette classe, qui se développe avec le capitalisme, ne peut trouver son salut que dans le socialisme.* »

Une bourgeoisie libérale timorée

De fait, en 1905, c'est bien le prolétariat qui a été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire. La bourgeoisie libérale s'est montrée au contraire timorée et veule : elle était trop liée aux propriétaires fonciers et à l'appareil d'État pour mener très loin le combat pour ses propres revendications nationales et « démocratiques ». Elle craignait trop le mouvement ouvrier : en particulier, elle a refusé de constituer une milice, car cela supposait d'armer le prolétariat. Elle a préféré s'en remettre au pouvoir tsariste plutôt que de voir les ouvriers en armes. Trotsky fait la comparaison avec Thiers qui, en 1870, pendant la guerre franco-prussienne, préféra lui aussi livrer Paris et la France à Bismarck plutôt que d'armer les ouvriers. En Russie en 1905, les cadets (« constitutionnels-démocrates », bourgeois libéraux réclamant au tsar une Constitution) se sont écartés de l'arène politique dès que le mouvement de grève révolutionnaire a pris de l'ampleur.

Pourtant, les mencheviks (fraction opportuniste droitière de la social-démocratie russe) n'ont eu de cesse d'en appeler aux cadets pour qu'ils dirigent la révolution. Au prétexte que, à cause du retard du développement économique russe, la révolution ne pouvait être que « bourgeoise », les mencheviks ont voulu limiter la révolution à l'objectif d'en finir avec tsarisme, l'absolutisme et le féodalisme, et faire de la bourgeoisie la principale force de la révolution. Fondamentalement « étapistes », leur méthode pourrait se résumer dans la formule : chaque chose en son temps et chacun à son tour. Dès lors, sous-estimant la force du prolétariat et le développement de la social-démocratie russe elle-même, et surestimant la volonté politique des bourgeois libéraux, les mencheviks souhaitaient au fond, selon Trotsky, « *que la social-démocratie, au lieu d'agir comme le parti indépendant du prolétariat, ne soit qu'une agence révolutionnaire destinée à assurer le pouvoir à la bourgeoisie* ».

Trotsky s'oppose radicalement à cette orientation. Pour lui, ce qu'a montré la révolution de 1905, c'est que la bourgeoisie n'est pas capable de réaliser en Russie ne serait-ce qu'une révolution démocratique. Il est donc indispensable, pour le prolétariat, de ne pas fondre ses organisations dans celles des bourgeois libéraux, et les social-démocrates doivent défendre leurs propres mots d'ordre sans se soumettre à la bourgeoisie. D'ailleurs, comme l'ont déjà montré, avant 1905, les révolutions du XIXe siècle, et en particulier celles de 1848, la bourgeoisie finit toujours par rejoindre le camp de la réaction, devient toujours contre-révolutionnaire, quand le prolétariat commence à se constituer comme classe et comme force organisée, menaçant dès lors les intérêts capitalistes.

L'alliance du prolétariat et de la paysannerie

Quant aux paysans, ils peuvent, selon Trotsky, constituer une force prodigieuse au service de la révolution. Bien sûr, écrit Trotsky, « *le parti des moujiks ne peut prendre la tête de la révolution bourgeoise et libérer les forces productives de la nation* » : en dehors du prolétariat, il n'y a pas de prétendant au pouvoir révolutionnaire ; et le caractère arriéré et petit-bourgeois de cette classe pourrait être source de « *terribles difficultés* » pour la révolution. Cependant, il est fondamental, pour le prolétariat, de s'appuyer sur la paysannerie. De cette manière, dans le processus révolutionnaire, le prolétariat sera, aux yeux de la paysannerie, la classe qui l'aura émancipée. Corrélativement, la domination du prolétariat implique la reconnaissance des transformations révolutionnaires accomplies par les paysans dans les rapports sociaux à la campagne, donc la reconnaissance des expropriations qu'ils auront réalisées.

C'est l'occasion pour Trotsky de prendre position sur la question de l'expropriation de la terre. À ses

yeux, imposée à toutes les terres, elle serait une « erreur grossière », dans la mesure où elle dresserait aussitôt la paysannerie contre le prolétariat urbain. Marx et Engels le soulignaient : à la campagne, il s'agit d'avancer progressivement dans la socialisation de la production. L'expropriation des petites exploitations vivant en économie plus ou moins fermée n'est pas à l'ordre du jour du prolétariat socialiste.

La révolution permanente

Tirant les leçons de 1905, qui a consacré la force du prolétariat comme avant-garde révolutionnaire, Trotsky présente sa « théorie de la révolution permanente ». Il s'agit bien d'une théorie pensée par et dans le mouvement révolutionnaire, dans l'action militante, et non d'une réflexion abstraite conçue « en chambre ». Cette théorie est celle de la nécessaire transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Elle suppose donc que ne soient plus dissociés, pour la social-démocratie, programme minimum et programme maximum. Elle implique également qu'on ne saurait simplement procéder par étapes, mais que, dans toute révolution de nature « bourgeoise » quant à ses fins immédiates, le noyau prolétarien est le moteur et avance toujours déjà vers la révolution socialiste.

Trotsky écrit ainsi que la révolution doit « *envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, mais ne peut pas s'arrêter là* ». Une fois le prolétariat au pouvoir, non seulement il ne voudra pas, mais il ne pourra pas se limiter à un programme démocratique bourgeois. C'est ce qu'a montré la grève générale de 1905 : lorsque le Soviet a voulu imposer la journée de huit heures, le patronat a répliqué par le lock-out. La seule solution aurait donc été d'exproprier les usines fermées et d'organiser la production sur une base socialiste. Il en va de même pour l'embauche des chômeurs, que le prolétariat doit imposer lui-même. La révolution permanente signifie donc que le pouvoir révolutionnaire réalise des réformes sociales toujours plus radicales, et que chaque pas en avant dans la satisfaction des revendications mène à la révolution socialiste.

Mais cela même suppose que le prolétariat russe trouve appui et soutien dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat européen. De ce point de vue, lorsque Trotsky écrit, en 1907, tous les espoirs sont permis. La social-démocratie allemande se développe de manière vertigineuse. En France, depuis que le parti radical est au pouvoir (1902), le mouvement ouvrier se trouve pour ainsi dire « libéré » de ses alliances passées avec les partis bourgeois républicains, qui avaient été scellées sur la base de leur opposition commune à la réaction et au cléricisme. Cependant, très attentif aux développements de la social-démocratie en Europe, Trotsky indique certains traits pervers qui pourraient devenir des obstacles dans un mouvement révolutionnaire : ainsi la social-démocratie allemande s'accroît-elle en présentant des traits de conservatisme et d'opportunisme.

Trotsky soutient donc — et c'est la force visionnaire de sa théorie — que la révolution ne peut être conçue qu'en tenant compte du mouvement global du capitalisme et de la lutte de classes. Pour lui, le prolétariat russe ne pourra mener la révolution à son terme que si la révolution russe se transforme en révolution du prolétariat européen. Comme nous le verrons dans les prochains numéros en étudiant la révolution russe de 1917, c'est là un des principaux problèmes auxquels celle-ci se heurtera...

1) Léon Trotsky, « Bilan et perspectives », annexe à *1905* [éd. fr.] Paris, Éditions de Minuit, 1969, 476 p.

2) *Op. cit.*, p. 445.

3) *Idem*, pp. 419 et 421-422.